

CONCLUSION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DU 5E SOMMET FRANCE-OCÉANIE.

[Télécharger le .pdf](#)

Bien merci beaucoup tous pour les presque deux heures et demi que nous avons passées ensemble, alors qu'il est tard chez certains un dimanche soir, chez d'autres un lundi soir. Donc merci pour ces échanges de vues substantiels qui posent véritablement notre stratégie commune dans le Pacifique et l'ambition d'une action efficace et commune, concrète.

La première c'est évidemment celle face à l'épidémie. En le disant, je veux à nouveau avoir une pensée pour toutes les victimes du Covid-19, et je veux ici redire l'importance du mécanisme Covax de l'initiative Act-A, qui a déjà livré près de 800 000 vaccins dans le Pacifique. Il faut que les livraisons de vaccins maintenant, s'accélèrent. La France contribue chaque semaine d'ailleurs au mécanisme Covax à hauteur de plusieurs centaines de milliers, voire millions de doses aux livraisons, et nous continuerons d'être très vigilants en cette matière. Je me suis engagé à ce que la France livre 60 millions de doses dans le cadre du mécanisme Covax. Et nous serons évidemment très attentifs à ce que le Pacifique en bénéficie.

Deuxième élément sur lequel je voulais insister, c'est évidemment la sécurité de la région qui est au cœur de notre stratégie Indo-Pacifique avec les collectivités françaises du Pacifique, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna. Nous nous déployons et continuerons de nous déployer pour venir en soutien à nos voisins du Pacifique, en particulier dans les domaines de la surveillance des eaux territoriales, de la police des pêches, du sauvetage en mer et de l'assistance aux navires en difficulté comme de la lutte contre les pollutions maritimes. Et à ce titre, les Forces armées en Nouvelle Calédonie, basée à Nouméa, les Forces armées en Polynésie française, basée à Papeete, jouent un rôle déterminant avec le soutien dans la région, plus largement de nos bases existantes, entre autres aux Emirats arabes unis et à Djibouti, mais également celles qui sont basés dans l'Océan Indien. Pour mieux faire face aux logiques justement de prédation dont nous sommes collectivement victimes, je souhaite consolider notre réseau de coopération maritime dans le Pacifique sud et nous allons lancer un réseau de garde-côtes du Pacifique sud autour de 3 piliers : l'échange d'informations, la coopération opérationnelle et la formation. Ce réseau sera créé au bénéfice des États du Pacifique et pour protéger la première de leur richesse qu'est l'espace maritime.

Troisième remarque après le Covid et la sécurité de la région, c'est évidemment le changement climatique et l'ensemble des dérèglements qu'il induit et qui affectent dès maintenant notre patrimoine environnemental, nos économies, nos cultures, nos modes de vie. Les rapports du GIEC sont très clairs à cet égard. Nous devons faire tout notre possible pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius, pour limiter les effets dévastateurs du changement climatique. Et à ce titre, notre coordination en vue de la COP 26 est extrêmement importante avec des contributions déterminées au niveau national réhaussées ainsi que des stratégies à long terme visant la neutralité climatique. Pour ce faire, je vous invite toutes et tous à rejoindre la Coalition pour la neutralité carbone pour que nous affichions ensemble notre détermination collective à lutter contre le changement climatique et la déclaration de Niulakita qui a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre par les navires. Et vous pouvez compter sur la détermination de la France à lever aussi les fonds nécessaires pour accompagner la transition énergétique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons fixé l'objectif de 100 milliards de dollars par an de finance climat en faveur des pays en développement. Plus spécifiquement sur l'énergie solaire, de nouveaux projets vont émerger dans le cadre de l'Alliance solaire internationale et la France a augmenté sa contribution d'un million d'euros pour concrétiser cette montée en puissance.

Mais je voudrais ici redire combien les États que vous représentez sont de très faibles émetteurs. Nous

le savons bien et donc la question n'est pas tant celle des efforts en ce qui vous concerne si ce n'est à travers l'exemplarité. Mais vous êtes les premières victimes avec plusieurs d'entre vous. Je pense à nos amis des Kiribati, victime des conséquences, et c'est aussi pour ça que notre stratégie continuera de se déployer pour protéger les espaces, les populations, comme nous le ferons ensemble avec le président FRITCH, d'ailleurs, dans quelques jours, pour ce qui est de la Polynésie française. Si notre mobilisation sur le climat était essentielle, nous devons aussi nous mobiliser sur la biodiversité avec la perspective de UICN à Marseille et de la Cop 15 à Kunming et nous partageons tous l'objectif à cet égard de protéger 30 % de la planète et notamment de la planète bleue. Il faut pour cela travailler à la mise en œuvre d'aires marines protégées pour que le Pacifique puisse montrer la voix en abritant la plus grande aire marine protégée du monde. Vous avez à plusieurs égards rappelé l'importance des engagements qui sont pris par les Etats souverains comme les organisations régionales ici présentes. Mais nous devons continuer de marquer cette ambition, de la porter, de la défendre et justement, d'engager les autres. Je pense en particulier au lancement des négociations sur un accord global contre les plastiques ; pour lequel je compte sur votre engagement puisque c'est dans le Pacifique que se situe le nouveau continent plastique. Il y aura bientôt plus de cette substance dans les océans que de poissons.

De cet engagement en faveur de la protection de la biodiversité et la résilience au changement climatique est née l'initiative Kiwa en 2020, qui soutient, à titre d'exemple, un réseau régional de fermes biologiques pédagogiques à Fidji, aux îles Salomon, Nauru, aux Tonga. Afin de poursuivre notre engagement, nous allons augmenter notre financement à hauteur de 5 millions d'euros et je remercie les partenaires qui ont fait de même qu'il s'agisse de l'Union européenne pour 4 millions d'euros, de la Nouvelle Zélande pour 1,2 million d'euros, ce qui fait qu'au total, plus de 10 millions d'euros seront ainsi mobilisés pour continuer à soutenir cette initiative Kiwa. Une attention particulière doit être accordée aussi aux récifs coralliens décimés par le réchauffement climatique, ce qui va conduire également à accroître notre engagement au sein du Fonds mondial pour les récifs coralliens à hauteur de 3 millions d'euros. Là-dessus, les récifs coralliens sont des victimes très concrètes du réchauffement climatique, des déséquilibres, des changements justement d'acidité de nos eaux marines avec des bouleversements profonds de nos écosystèmes.

Le changement climatique nécessite aussi une position de vigilance et de réactivité face aux catastrophes naturelles. La France a toujours été aux côtés du Pacifique dans ces moments difficiles, en particulier dans le cadre de l'accord France avec nos partenaires australiens néo-zélandais en mettant à disposition des moyens de reconnaissance aérienne, en fournissant du matériel humanitaire, en déployant des spécialistes, et nous avons pris la présidence du mécanisme France au début de ce mois avec l'ambition d'améliorer encore nos capacités de réponse, y compris dans le domaine de la santé.

Enfin, quatrième remarque après les questions de Covid-19, de sécurité, de changement climatique et de ses conséquences en termes d'impact sur la biodiversité et les catastrophes naturelles, le dernier défi est évidemment celui du développement économique, de la connectivité dans tout l'espace dont nous parlons. Et ceci nécessitera une mobilisation forte, et j'en ai conscience, aussi une mobilisation forte de la France, mais également de l'Union européenne. À ce titre, nous avons pris plusieurs décisions. Nous allons doubler la contribution française au Fonds Pacifique, passant à 3 millions d'euros, ce qui favorise l'intégration des collectivités françaises du Pacifique dans leur environnement régional. Nous allons également soutenir des projets de la région, Vanuatu, Papouasie Nouvelle-Guinée et d'autres, et étendre le mandat de l'Agence française de développement aux projets contribuant à l'atténuation des effets du changement climatique. Ces décisions sont cohérentes avec le lien qui nous unit et je souhaitais ici vous les confirmer. Mais nous portons aussi une plus grande ambition de l'Union européenne, qui s'est dotée d'un budget pour la période 2021-2027 qui permet de mobiliser une enveloppe de 8 milliards et demi d'euros en faveur de l'Asie et du Pacifique et de nouveaux instruments, notamment des garanties, pour soutenir une coopération renforcée avec des pays tiers en lien justement avec la connectivité. Un alignement sur les normes internationales, les principes de bonne

gouvernance tels que les principes du G20 pour les investissements en infrastructures de qualité, un financement soutenable sont à cet égard des sujets clés. Et je sais qu'en particulier, mon ami Scott MORRISON soutient l'importance de ces principes communs et justement de ces règles communes en matière de développement économique, qui est à la fois une capacité à soutenir l'intégration de la zone et à nous protéger, si je puis dire, d'intrusions, d'éléments de déstabilisation de puissances qui ne partagent pas nos valeurs et nos règles de bonne gouvernance.

Enfin, je voudrais mettre l'accent sur une connectivité irremplaçable et qui nous manque ô combien aujourd'hui, c'est la connectivité humaine. Elle est au cœur de nos relations pacifiques entre nos peuples, et je veux parler en particulier du sport puisque je me rends à Tokyo dans quelques jours pour assister à l'ouverture des Jeux olympiques. Et je saisis cette occasion pour féliciter mon ami Edouard FRITCH au nom de la Polynésie française puisque Tahiti accueillera des épreuves olympiques du surf lors des prochains Jeux olympiques de Paris 2024, et que la région sera au cœur des Olympiades françaises de 2024. C'est une compétition inédite, sur un site unique, ce qui célébra un sport né dans les vagues du Pacifique. La France sera aussi particulièrement honorée d'accueillir la Coupe du monde de rugby en 2023, ce qui permettra d'accueillir nombre de vos sportifs tant la région excelle dans ce sport. Mais c'est aussi continuer à développer nos liens culturels, comme l'a rappelé tout à l'heure le président Mapou. Comme nous l'avons plusieurs fois rappelé, liens culturels, liens scientifiques, liens académiques, et il est extrêmement important que, comme le disait président Mapou, que nous puissions avoir justement la reconnaissance de ces liens aussi les uns entre les autres. Ce sont autant de projets d'avenir qu'il y a justement entre tous nos peuples de la région.

Voilà, je vous remercie pour ce 5ème sommet. Je propose que nous restions très étroitement coordonnés en vue du sommet du Congrès mondial de la nature à Marseille, de la COP de Glasgow et de la COP 15 de Kunming. Je propose qu'on tienne autour des années 2023-2024 le 6ème sommet avec la perspective surtout d'avoir un sommet qui permettra de préparer des échéances multilatérales qui ne manqueront pas d'arriver dans cette période tant que je pense que ces sommets sont utiles pour nous coordonner et produire des résultats utiles dans la perspective justement d'événements multilatéraux. Car la voix de la région et de ce que vous représentez, de ce que le Pacifique représente est important dans le cadre justement du multilatéralisme contemporain. Merci mes amis pour votre temps et bonne nuit à beaucoup d'entre vous !